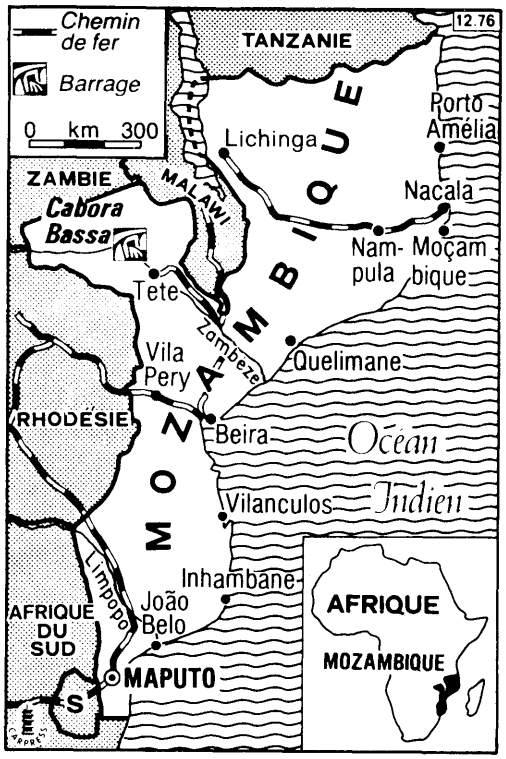


Le repaire du « monstre »

Le village martyr de Wiriamu, symbole d'une guerre coloniale qui a pesé et continuera de peser lourdement sur l'histoire du Mozambique.

par Pietro Petrucci

● *En voyageant du nord au sud, jusqu'aux frontières de l' « apartheid » à la découverte des acquis et des problèmes nés de l'indépendance...*

● Depuis plus de trois ans, le vent tente vainement d'effacer les traces du massacre : à Wiriamu, le village martyr de la province de Tete, la soldatesque portugaise n'a pu cacher que les cadavres. Mais là où, autrefois, s'élevaient les huttes des habitants exécutés, s'étalent encore de grandes taches noires et grises qui tranchent sur le tapis vert de la colline. On y retrouve aussi, brûlés et calcinés, les restes des pauvres biens de ces quatre cents paysans mozambicains exter-

minés le 22 novembre 1972 par les « commandos » du général Kaulza de Ariaga. Une simple caisse, posée sur des pierres blanches et protégée par une paillotte, renferme des ossements, des morceaux de squelettes humains retrouvés par le Frelimo.

Notre voyage en Mozambique indépendant ne pouvait pas ne pas commencer par Wiriamu, symbole d'une guerre coloniale qui a pesé et continuera de peser lourdement sur l'histoire de ce pays. La guerre terminée, Samora Machel est venu là rendre hommage à ce tragique monument à l'indépendance, afin de mieux souligner que l'Etat mozambicain appartient d'abord et surtout aux paysans, qui, comme ceux de Wiriamu, ont payé de leur vie leur patriotisme.

Raconter l'histoire de ce massacre, c'est faire le procès d'une guerre que l'armée portugaise avait conscience d'avoir perdue bien avant le 25 avril 1974. En 1972, la province de Tete, où nous nous trouvons, était déjà entièrement contrôlée par les maquisards. Cette province (100 000 km2 et 600 000 habitants) est celle du barrage de Cabora Bassa, dont Antonio Hama Thay (ex-maquisard), aujourd'hui l'un des responsables du Frelimo pour la région, nous relate l'épopée.

« *Après l'effondrement, entre 1964 et 1965, de la lutte armée dans cette région, le Frelimo y resurgit en force, en 1968, grâce à un travail de mobilisation et de politisation en profondeur. Nous nous sommes d'abord employés à consolider nos positions au nord du Zambèze — qui traverse cette province. Puis en 1970, notre action s'est étendue à la région au sud du fleuve. En 1972, à l'époque du massacre de Wiriamu, le Frelimo avait déjà ouvert, dans cette zone, le front de Manica e Sofala.* »

Et ce fut le massacre...

Les Portugais contrôlaient désormais peu de chose : la ville de Tete, quelques axes routiers bordés par les « aldeamentos », les « villages stratégiques », et enfin le chantier de Cabora Bassa transformé en forteresse. Dans cette atmosphère il a

« *Ce barrage de Cabora Bassa aussi bien que les usines qu'il alimente en Afrique du Sud appartiennent à nos peuples.* »

► suffi que quelques « indics » de la P.I.D.E. parlent d'une « infiltration Frelimo » dans un village, à 20 km de la ville de Tete, pour que le haut commandement décide sur le champ une « expédition punitive ». Et ce fut le massacre...

Le siège du Frelimo, dans la ville de Tete, est un ancien hôtel dont le parti paye chaque mois le loyer. C'est dire avec quelle souplesse les « vainqueurs » se sont installés dans les zones restées jusqu'à la fin sous occupation ennemie.

Tel un palais inca...

Ce n'est pas par la force que le Frelimo compte gagner le soutien de cette ville de province dont la vie tout entière a été transformée par la guerre.

« *Tete,* dit Antonio Hama, *était l'un des fiefs des forces armées portugaises. La ville abritait un général, deux colonels et des milliers de soldats. Et cette présence avait étendu un cercle de corruption sur la cité. Prostitution, maladies, criminalité de toutes sortes : ces maux étaient nourris par les assassins des « troupes spéciales », les déserteurs et les agents portugais. C'était une ville sans moralité où tout le monde, y compris même les enfants, avait renoncé à vivre normalement et cherchait à exploiter à son profit la situation créée par la guerre. Tete était un véritable défi au peuple mozambicain et à sa lutte. Et on perçoit un certain sentiment de culpabilité dans la décision des milliers de Portugais qui habitaient ici de fuir le pays. A Tete, aucun Portugais n'a opté pour la nationalité mozambicaine.* »

Officiellement, la guerre était loin, ainsi que les « terroristes ». Mais la réalité était connue de tous. Le photographe qui nous accompagne, Antonio Pinto, était soldat infirmier à l'hôpital militaire de Tete, de 1970 à 1971. « *C'est ici que j'ai découvert la guerre,* explique-t-il. *D'abord, en voyant arriver les nombreux morts et blessés de l'armée portugaise. Mais aussi en discutant avec les guérilleros du Frelimo faits prisonniers, et que l'on soignait pour mieux les passer à tabac après. C'est en parlant avec ces « terroristes » que l'on nous présentait comme des « sauvages assoiffés de sang » que mes camarades et moi-même avons pris conscience de la réalité.* »

L'abîme qui sépare l'ancien rêve colonial de la réalité de la résistance populaire, on le découvre dans toute son ampleur en parcourant les cent kilomètres de route goudronnée qui relient Tete au barrage de Cabora Bassa. Romao et Garufo, deux combattants qui nous accompagnent, reconnaissent jusqu'aux endroits où des convois militaires portugais ont été brusquement stoppés par les mines du Frelimo.

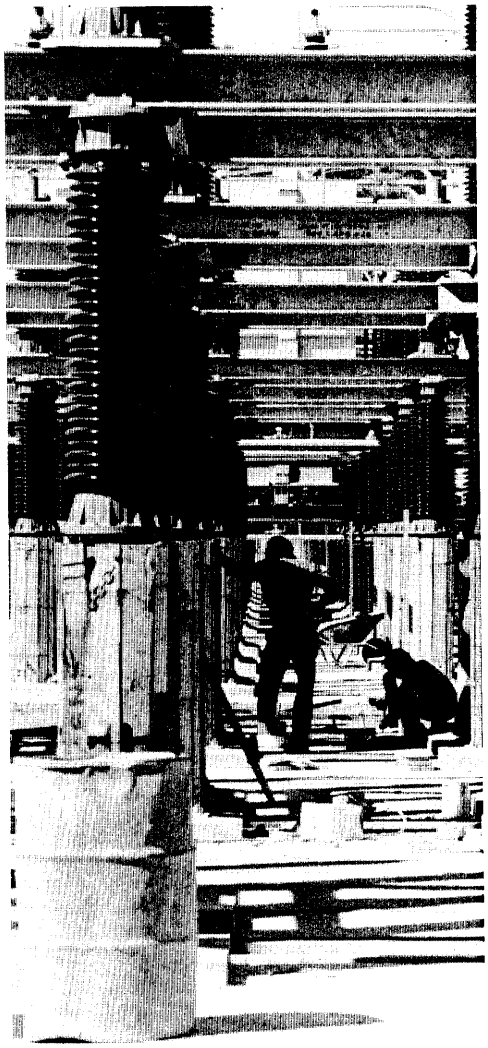
A Estima, un village sur lequel avaient été « greffés » plusieurs « aldeamentos », on peut se faire une idée des déportations massives de paysans décidées par les colonialistes pour « nettoyer » la zone de Cabora Bassa.

Le « monstre » est enfermé dans une gorge rocailleuse, tel un palais inca des Andes. Tout est gigantesque à Cabora Bassa : le lac, le barrage, les turbines, les galeries creusées dans la montagne. Les centaines d'hommes qui y travaillent apparaissent dans ce cadre comme des fourmis.

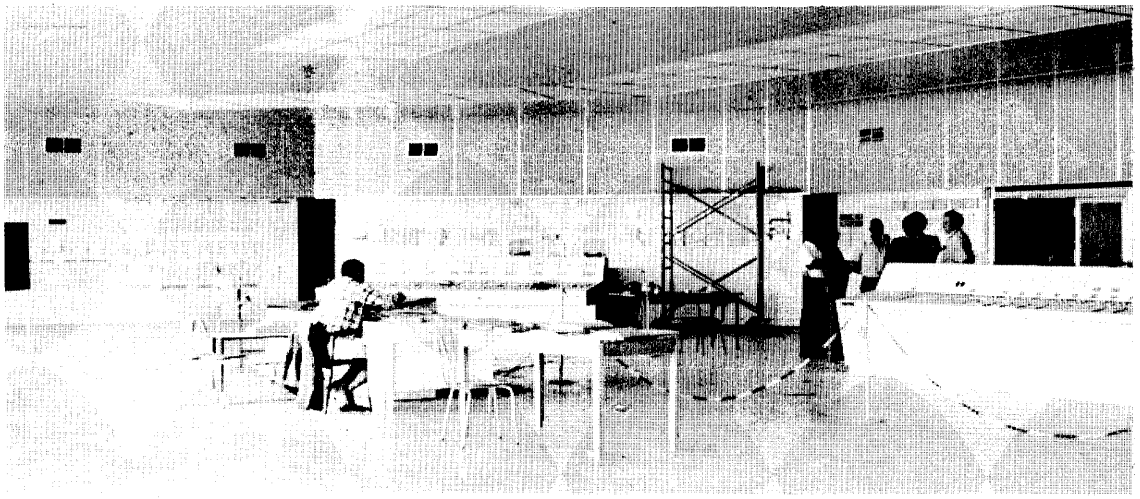
Il y a aussi la gêne

A Songo, un village de montagne que le « monstre » a transformé en une ville nantie d'un aéroport et de rangées de maisonnettes, nous discutons Cabora Bassa, problème politique. D'un côté il y a la fierté. Ce « monstre », cet énorme patrimoine, on l'a arraché à l'ennemi grâce à la guerre. Les soldats qui en surveillent les entrées et les sorties sont conscients de leur responsabilité. L'ingénieur mozambicain qui nous a fait visiter jusqu'aux « entrailles » de la centrale estime que ce complexe constitue une formidable école pour les cadres du pays.

Mais il y a aussi la gêne. On la devine sur les visages très attentifs des Mozambicains qui suivent avec nous, dans la salle de commande de la station de transformation — encore une structure gigantesque — l'exposé d'un ingénieur portugais sur l'utilisation de l'énergie de Cabora Bassa. Car Cabora Bassa est un exemple classique d'héritage colonial.



« *Devons-nous combattre contre les usines ou contre le capitalisme ?* »



Ce complexe, nous explique-t-on d'abord, a été conçu par les racistes sud-africains et les colons portugais en fonction des besoins en énergie de l'empire sud-africain et du projet de recolonisation de Tete par Lisbonne. La centrale que nous visitons est reliée, par une ligne aérienne de 2 000 km, à l'Afrique du Sud. Le maintien du « client » sud-africain, soulignent nos interlocuteurs, est compréhensible, quand on sait que le Mozambique, la Zambie et la Tanzanie ne peuvent, à l'étape actuelle de leur développement industriel, absorber que 15 % de la production de Cabora Bassa. Il convient aussi de tenir compte du coût énorme qu'impliquerait un « détournement » de l'énergie : de nouvelles lignes, de nouvelles stations de transformation seraient en effet nécessaires.

Les problèmes ne manquent pas

Bref, pour le moment, il n'existe que deux solutions réalistes : ou bien laisser dépérir Cabora Bassa, ou bien vendre l'énergie à Pretoria. Abandonner le complexe, outre l'énorme gâchis que cela impliquerait, signifierait porter un coup très sérieux aux finances portugaises et compromettre les relations déjà délicates entre Lisbonne et Maputo. Car le Portugal a dû contracter de lourdes dettes pour financer la construction du barrage. Et pour les rembourser, il compte sur la fraction qui lui revient des revenus tirés de la vente de l'énergie.

Un débat s'ouvre parmi les militants du Frelimo qui ont écouté avec nous les explications. « *Camarades,* tranche un responsable de Songo, *ne regardez pas l'histoire au jour le jour. Nous sommes déjà indépendants, et nos frères d'Afrique du Sud le seront tôt ou tard. Ce barrage, aussi bien que les usines qu'il alimente en Afrique du Sud, appartiennent à nos peuples. Devons-nous combattre contre les usines ou contre le capitalisme ?* »

Ce ne sont pas les problèmes qui manquent dans cette province que l'on appelle « tête de bœuf » à cause de sa forme. Les richesses du sous-sol, les turbines de Cabora Bassa et l'avenir radieux de l'agriculture ne changent rien à la réalité d'aujourd'hui. « *Les conditions de vie de la population rurale sont parmi les plus déplorables* », nous fait-on remarquer au siège du Frelimo de la ville de Tete. « *Dans les zones contrôlées jusqu'à la fin par l'ennemi, où l'exploitation et la répression ont accablé l'homme, le travail à accomplir est gigantesque. Il faut donner aux masses un minimum de services afin qu'elles prennent confiance, que l'esprit de solidarité naisse, et que le travail collectif puisse commencer.*

« *En ce qui concerne les zones libérées depuis longtemps, nous rencontrons le problème inverse. Cette partie du peuple qui a vécu et produit tout en résistant, tout en menant la guerre, n'attend aucune directive d'en haut. Cette population s'organise, produit spontanément. Bref, elle s'épanouit à un rythme difficile à suivre. Il n'existe encore ni routes, ni assez de moyens de transports pour desservir ces zones, et les intégrer dans l'économie nationale. A cela s'ajoute le problème posé par les quelque dix à quinze milliers de Mozambicains qui avaient fui en Zambie ou au Malawi, et qui, aujourd'hui, reviennent dans leurs foyers, démunis de tout. Il nous faut aussi tenir compte du nombre sans cesse grandissant de Zimbabwe qui se réfugient au Mozambique pour échapper aux représailles de l'armée raciste de Ian Smith.* »

La piste qui mène au centre-pilote de Jeque relie deux univers opposés : celui des zones où le drapeau portugais a été amené le 25 juin 1975 et l'univers des zones anciennement libérées où l'Etat colonial — détruit par la guerre — a été remplacé par le Frelimo, ses hommes, ses structures. Ce n'est qu'après l'indépendance qu'un bull-dozer a rouvert cette « picada » où les convois militaires portugais ne s'aventuraient plus depuis longtemps. Après avoir quitté Estima et ses « aldeamentos », il nous faudra toute l'après-midi pour couvrir les quelques dizaines de kilomètres qui nous séparent de Jeque.

La houe et le kalaschnikov

Pour comprendre la fonction d'un centre comme celui-ci, il faut évoquer les changements considérables que la « guerre populaire de longue durée » a introduits dans la société traditionnelle mozambicaine.

Prenons l'exemple de cette zone triangulaire (4e opérationnelle) enserrée entre le fleuve Zambèze et la Rhodésie, où la résistance armée s'est implantée en 1970 après un très long travail politique. Les communautés paysannes qui ont adhéré au Frelimo n'ont pas attendu les bombes au napalm ni les « commandos » pour se chercher un abri. Dès le début de la guerre, les villages ont « nomadisé » dans la forêt, tout en gardant un lien avec le « réseau » Frelimo : base militaire, entreprise de production, hôpitaux, centres d'éducation. Comme dans toute guerre révolutionnaire, il n'y avait aucune distinction entre « civil » et « militaire », ►

entre paysan et combattant, entre la houe et le kalaschnikov.

C'est dans ce contexte que le centre de Jeque a été créé en 1972, pour servir d'école publique. Mais, en réalité, sa tâche allait bien au-delà. Car les quelques centaines d'élèves qui vivaient ici ou qui y venaient en traversant la forêt ne se bornaient pas à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Jeque apprenait aux jeunes à se sentir comme un poisson dans l'eau dans la guerre populaire : à vivre collectivement, à combattre, à produire tout ce qui est nécessaire à la collectivité.

Comme nous constatons la pauvreté et l'austérité de la vie de Jeque, le responsable du « centre », Joao Gonçalves, souligne : « *Ce que vous voyez, c'est déjà le confort par rapport au passé. Le simple fait de n'être plus obligés de nous cacher ni de craindre les avions, de pouvoir cultiver à ciel ouvert et non pas sous les arbres, de recevoir le ravitaillement et d'évacuer notre production par camions au lieu de le faire à dos d'hommes : tout cela a considérablement amélioré notre vie quotidienne.* »

« C'était la bastonnade... »

A Jeque, on est réveillé à l'aube par le bruit des balais qui nettoient le centre du camp, les ruelles et la « place » marquées par des pierres blanches. Ce « luxe » qui consiste à pouvoir enfin, sans rien craindre, regrouper une douzaine de huttes, c'est un signe que la guerre est bien finie. Auparavant, tout était dispersé, et encore aujourd'hui, pour visiter l'hôpital ou les classes scolaires, il faut cheminer longtemps à travers brousse et forêt. Grâce à ses structures, Jeque est désormais le centre pilote qui permettra la création d'une ou plusieurs « aldeias comunales », ces communes agricoles prévues par le Frelimo.

Ce n'est pas la terre qui manque aux paysans mozambicains. A une heure de marche du camp où nous avons passé la nuit, une commune est en train de naître autour d'une « machamba » collective. On a défriché à la main (dans la province de Tete les bull-dozers travaillent à l'amélioration des liaisons routières avec la Zambie), et aujourd'hui trois à quatre mille personnes se consacrent soit à leur petite parcelle individuelle, soit au travail collectif. Beaucoup d'entre elles viennent d'arriver dans cette zone d'où elles avaient été chassées par la guerre et la soldatesque portugaise.

Tiego Mbufane est né dans un village dont il ne reste plus trace. Il s'appelait Sfera. Après l'avoir incendié, l'armée portugaise déporta sa population dans le « village stratégique » de Chicoa. « *C'était comme la prison,* dit Tiago. *On ne pouvait sortir qu'à des heures fixes pour essayer de cultiver un lopin de terre aride aux alentours. On avait bien du mal à se nourrir et on subissait toutes sortes de vexations de la part des Portugais et de la « police » constituée par ceux d'entre nous qui acceptaient de collaborer pour ne pas mourir de faim. Pour la moindre infraction, la moindre absence, c'était la bastonnade.*

— Et comment êtes-vous arrivés jusqu'ici ?

— *Après le cessez-le-feu, après avoir gagné la liberté de se déplacer, nous sommes revenus sur nos terres et nous y avons trouvé le Frelimo prêt à nous aider.* »

Timoté Gamfo vient de rentrer à pied de Rhodésie. C'est en 1971 qu'il a quitté son village natal, Kabuuzi, par crainte des représailles portugaises. Au-delà de la frontière, il a trouvé du travail dans la ferme d'un Blanc. « *C'était presque l'esclavage, mais j'ai quand même pu faire venir ma famille. La Rhodésie, ce n'est pas le paradis. La police était là en permanence, qui veillait à nous éviter tout contact avec les « bandits ». J'ai vu davantage de soldats là-bas qu'au Mozambique même. Maintenant c'est le peuple du Zimbabwe qui continue de souffrir.*

« *C'est par la radio que nous avons appris que la guerre était finie, que le Mozambique était libre. On s'est mis en marche, clandestinement, bien sûr, et on est arrivé ici. Mon village n'existe plus, mais j'ai retrouvé mes amis et la terre, une très bonne terre qui appartient au peuple.* »

« Le jour où mon père... »

Ici, c'est encore loin pourtant d'être le paradis. Le président du comité populaire qui dirige la commune ne cache pas les problèmes. « *Nous souffrons du manque de moyens de transport. Notre mil est déjà stocké et nous attendons de pouvoir le transporter à Tete. Nous attendons aussi les semailles, du riz, certaines marchandises dont nous avons besoin.* »

En visitant les zones anciennement libérées, où se posent seulement des problèmes de « croissance », d'épanouissement d'une société dans laquelle la créativité des masses n'est pas un vain mot, une première constatation s'impose. La crise économique, dont une certaine propagande nous rebat les oreilles, ne concerne que les structures capitalistes dont le Frelimo a hérité le 26 juin 1975. Les grandes villes, les industries, l'agriculture industrialisée : voilà des secteurs qui posent un problème quant à leur avenir. Mais en ce qui concerne la société réellement nouvelle que dix ans de guerre ont forgée loin du colonialisme et de ses « modèles », on ne peut pas vraiment parler de crise. Le seul fait de la liberté reconquise — liberté de s'organiser et de produire sans la hantise de la guerre — permet de prévoir que la prospérité est un objectif réalisable à moyen terme.

Sur le chemin du retour au camp principal de Jeque, nous faisons halte pour une visite dans quelques classes. Les bâtiments scolaires sont des cases dispersées dans la brousse, sans logique apparente. Les écoles fonctionnent à temps plein, à un rythme intensif. Beaucoup d'étudiants

« *Ce qui reste de mon village...* »

de l'école supérieure ont en effet quitté leurs villes pour rejoindre les zones libérées où ils enseignent la grammaire et la géographie, mais aussi et surtout font découvrir à leurs élèves les idéaux et les valeurs de cette société nouvelle créée pendant la guerre.

Il suffit d'interroger quelques-uns des élèves pour comprendre la variété et l'étendue de l'enseignement dispensé par un instituteur dans cette école. Eduardo Cubanhar a onze ans. De la vie dans son village il se souvient surtout d'une chose : les « coups de bâton » donnés à ceux qui, comme son père, étaient soupçonnés d'être en liaison avec le Frelimo. « *Je me souviens aussi,* ajoute-t-il, *du jour où mon père quitta le village pour s'intégrer aux forces du Frelimo.* » Et où est-il, son père, maintenant ? « *Il a été tué en 1972 par l'ennemi. Depuis lors, je vis moi aussi avec le Frelimo.* »

Torista Sampson est une fillette de 13 ans. Elle a douze frères. Un jour son père, un paysan du village de Gama, décida qu'il fallait travailler pour le Frelimo. Tout en restant dans son village, il commença à transporter des armes et des matériaux pour les maquisards. « *Pour moi et mes frères,* dit Torista, *ce fut finalement l'école. Nous sommes cinq à fréquenter des « centres » comme celui-ci.* »

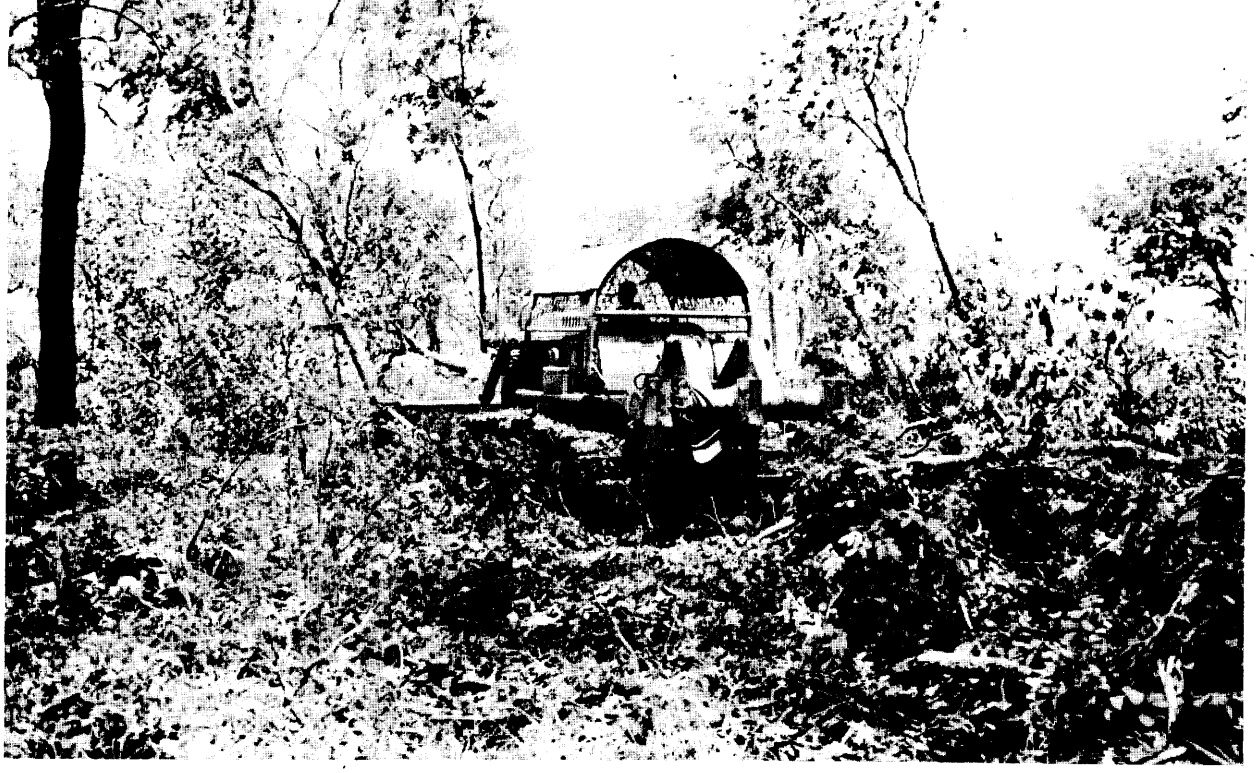
Beaucoup de morts

Miguel Champeo n'a vécu que neuf ans, et pourtant peu d'adultes ont une aussi grande expérience de la guerre. « *Un jour, le camarade responsable de*

la province est arrivé dans notre village pour nous avertir qu'il nous fallait nous installer dans la forêt. En effet, le village disparut et nous nous retrouvâmes sous les arbres, à côté du fleuve. Mais, grâce à ses avions, l'ennemi put nous repérer. Nous fûmes bombardés. J'ai vu mourir beaucoup de monde autour de moi. J'ai vu beaucoup de morts et de blessés... »

La province de Niassa a été marquée par la guerre autant, sinon plus, que Tete. Dans cette région de plateaux verdoyants, bordée au nord par le Rovuma tanzanien et à l'est par le lac Niassa et le Malawi, le front de guérilla ouvert en 1964 n'a jamais cessé de se développer. A l'aéroport de Lichinga on conserve les débris d'une demi-douzaine d'avions militaires portugais abattus. Sur les vitres d'un chasseur-bombardier, on compte encore les impacts qui ont atteint le pilote.

►



Dans les zones libérées : le « luxe » de pouvoir défricher et cultiver sans la hantise des avions.

A Niassa, mieux qu'ailleurs, on peut comprendre pourquoi et comment le Frelimo a su imposer au Portugal d'Otelo de Carvalho et à celui de Spinola « sa » décolonisation. Le commandant « Goï Goï » qui, après avoir dirigé la guerre à Niassa, est aujourd'hui le plus haut responsable de la province, relate : « *Le 25 avril 1974, ici, au Niassa, la guerre était gagnée. Bien qu'elle ait dû payer un lourd tribut à la lutte de libération — elle est l'une des régions mozambicaines qui ont subi les bombardements les plus intenses et les plus massifs — cette province avait, dès le début de l'année 1974, mis l'armée portugaise en déroute. Nous étions, d'ores et déjà, à même, grâce aux armements lourds dont nous disposions, de déloger les soldats portugais de leurs retranchements. Les routes étaient impraticables. Le chemin de fer pour Nampula — le quartier général du Nord — était lui-même saboté et son trafic régulièrement interrompu.* »

« *Entre le 25 avril 1974 et le 7 septembre, date du cessez-le-feu,* poursuit Goï Goï, *de nombreux soldats portugais sont morts au Mozambique. Le mot d'ordre du Frelimo après le coup d'Etat à Lisbonne fut l'intensification de la guerre. Cette décision se révéla être très correcte. Sur le plan militaire d'abord. Car si une partie de l'armée portugaise voulait en finir avec la guerre, il n'en demeurait pas moins que les forces coloniales continuaient à nous bombarder et à nous massacrer, et que la P.I.D.E. poursuivait ses activités. Sur le plan politique ensuite. L'intensification de la guérilla a enlevé toute marge de manœuvre aux spinolistes comme aux groupes fantoches mozambicains. Ici, au Niassa, on le savait fort bien. Le 25 avril n'était que la conséquence d'un fait incontestable : l'armée coloniale du Portugal fasciste avait perdu la guerre en Afrique. Et celui qui perd une guerre coloniale n'a pas à demander de « concessions ». Il ne lui reste plus qu'à se rendre et à partir.* »

C'est en hélicoptère que nous quittons Lichinga pour la « Base centrale d'Orient », le quartier général du Frelimo dans la partie nord-est de la province, à la frontière de Cabo Delgado. Devant nous défilent encore des images de la guerre. La brousse « rasée » tout le long des routes, des pistes pour prévenir les embuscades, la géométrie sinistre des villages stratégiques dont la surface est plus grande que celle de la terre cultivée tout autour des huttes.

Incapables de nous déloger

A « Oriente », nous atterrissons au quartier général des F.P.L.M., installé sur un petit coin de forêt où le Frelimo a résisté victorieusement, même après que l'armée et l'aviation portugaises aient localisé le lieu et son importance dans la structure de la guérilla. « *C'est simple,* nous dit-on, *les colonialistes n'étaient plus capables de nous déloger. Ils se bornaient à nous bombarder.* »

A Niassa, les choses vont déjà mieux qu'à Tete. La « caserne » d' « Oriente », dont les soldats sont tous engagés dans la reconstruction et la production, est le cœur et le cerveau d'un très vaste réseau — fermes collectives, centre commercial, centre d'éducation, hôpital, machines agricoles et transports — qui dessert tous les villages de la zone.

Nous rencontrons Inacio Muhava, responsable pour la production, près des bull-dozers qui déboisent des dizaines et des dizaines d'hectares de terre. « *Nous avons déjà constitué les noyaux de trois communes qui disposent, au départ, d'une centaine d'hectares chacune. Elles vont produire surtout du mil et du tournesol. On pense pouvoir ainsi implanter un millier de familles.*

— S'agit-il de paysans qui ont déjà leur lopin de terre ?

— *Oui, mais nous sommes dans une phase de transition. Pendant la guerre, on ne pouvait pas trop planifier. La quasi-totalité des terres cultivées appartenaient aux paysans individuels, même s'il existait en même temps de petites « machambas » collectives entretenues par les maquisards, le personnel de l'hôpital et du centre d'éducation. Mais les Portugais bombardaient tout ce qui ressemblait à un champ cultivé. On était contraint de travailler sous les arbres ou bien pendant la nuit. Là où nous nous trouvons en ce moment, nous avons été attaqués à plusieurs reprises par les commandos héliportés : il fallait alors lâcher précipitamment la houe et saisir le mortier.*

Pour faire échec aux « chacals », des « magasins du peuple ».

Les colonialistes ont laissé beaucoup de morts ici.

— Et maintenant ?

— *On ne veut pas contraindre cette population qui pendant dix ans s'est identifiée au Frelimo. A l'étape actuelle, chaque paysan consacre la moitié de sa journée de travail à la ferme collective et l'autre moitié à sa « machamba » individuelle. Le paysan aura tôt fait de se rendre compte qu'il vaut mieux abandonner son lopin et s'intégrer dans un système non seulement considérablement plus productif mais qui garantit à lui-même et à sa famille des « services » qu'on n'a jamais vus dans les campagnes mozambicaines.* »

Caché sous les arbres

Il nous faut un bon quart d'heure de jeep pour atteindre l'hôpital régional de Niassa, pareil à un petit village caché sous les arbres. L'infirmier José Zinveca en est responsable depuis les temps de la guerre. Notre visite en sa compagnie débute par la « tache » laissée au milieu du village-hôpital par le napalm portugais. « *Ils ont attaqué l'hôpital même avec l'infanterie, mais on les a repoussés. Un jour, en 1972, ils ont bombardé pendant la visite d'une délégation de progressistes américains. Une belle publicité ! D'autant plus qu'ici on a soigné des blessés portugais.* »

L'indépendance a permis à l'hôpital de mieux travailler, mais les problèmes y sont toujours graves. « *Avant, il fallait huit jours de marche pour amener nos plus grands malades en Tanzanie. Maintenant une journée suffit pour se rendre à Kinchinga. C'est encore trop. Il est vrai aussi que nous ne disposons pas encore de tous les moyens nécessaires pour extirper les fléaux comme le paludisme, les maladies intestinales ou la bilharziose,* souligne José Zinveca. *En tout cas, nous sommes maintenant libres de renforcer nos structures, d'installer nos malades sur un lit et sous une couverture, de leur garantir une alimentation adaptée.* »

« Oriente » dispose aussi d'un « magasin du peuple » où les paysans peuvent troquer leurs produits contre du sucre, du savon, des chemises. Bien qu'on ait du mal à ravitailler ce réseau commercial d'Etat, le Frelimo a été très ferme : pas question de laisser entrer dans les zones libérées les « chacals », ces petits et moyens commerçants de la ville prêts aux spéculations les plus ignobles. « *Nous ne laisserons pas « polluer » la société qui est née dans les zones libérées* », nous dira le président Samora.

La mise en place d'une communauté agro-pastorale est confiée à un expert du ministère de l'Agriculture chargé de restructurer l'élevage dans toute la province de Niassa, le vétérinaire José Deno. « *Malheureusement,* nous explique celui-ci, *les conditions sont peu propices à l'élevage des bovins, à cause de la mouche tse-tse. Mais il existe de nombreuses autres possibilités, comme l'élevage de la chèvre, du porc ou des lapins, sans parler de la volaille.* » A « Oriente », on mange déjà « sa » viande.

A l'intention de deux hôtes importants, le commissaire politique Bras José Chidassicua, et « Gendula », un commandant guérillero très populaire à Niassa (et qui est aujourd'hui le vice-commandant du Battalon « Marrupa » Joa José Sangoun), une soirée culturelle est organisée. Mais chanteurs et danseurs sont de nouvelles recrues ; leur performance est modeste. Aussi le commissaire Chidassicua interrompt le spectacle et anime sur le champ un débat avec les jeunes spectateurs. Le thème : « avant d'apprendre à chanter, il faut définir ce qu'est la culture révolutionnaire ».

Le lendemain, l'hélicoptère nous dépose au Niassa occidental, à la base de Munguguana dont le commandant, Edson Manhamba, est quasiment « débordé » par la vague de « regressados » (réfugiés) qui rentrent de Tanzanie : une cinquantaine au cours de cette seule matinée. L'homme qui semble diriger cette petite communauté constituée essentiellement d'enfants et de vieillards se nomme Nicodemo. « *Nous avons quitté le Mozambique il y a dix ans,* nous raconte-t-il, *par crainte des bombes et de la faim. En Tanzanie, où nous avons trouvé refuge, on nous a laissés vivre et cultiver la terre, mais nous étions isolés.*

Une « peau de léopard »

— Etiez-vous en contact avec le Frelimo ?

— *Très peu. Mais à la nouvelle de l'indépendance nous avons couru jusqu'à la frontière et avec l'aide du Frelimo nous sommes venus, à pied, jusqu'ici.*

— Que souhaitez-vous faire maintenant ?

— *Entrer dans une « aldeia comunal », travailler et vivre dans notre pays.* »

Les responsables de Munguguana ont déjà donné vie à trois « orculos », communautés de réfugiés qui bientôt parviendront à se suffire à elles-mêmes. Il y en a 850 à « Micula », 400 à « Chileca » et 600 dans un endroit qui n'a pas encore de nom. On nous montre des meubles, et même des armoires très solides dont les clous (il n'y a presque pas de métal) sont en bambou.

A dix kilomètres de là, une communauté agricole a « absorbé » d'anciennes prostituées.

Un « peloton » de 50 prisonniers (soldats de l'ennemi, déserteurs du Frelimo) vit en semi-liberté. Ce sont eux qui construisent le jardin d'enfants, la nouvelle école, des pavillons pour l'hôpital. Trois heures de leur journée sont consacrées à leur « rééducation politique ».

Mais voilà encore une nouvelle tâche pour le commandant Manhamba : deux cents élèves des écoles secondaires de tout le Mozambique viennent d'arriver à la base pour y effectuer un stage d'enseignement-apprentissage de trois mois, un « bain » en quelque sorte dans la nouvelle société.

En quittant Munguguana — la seule base militaire du Niassa que le Frelimo ait dû déplacer à plusieurs reprises sous la pression des forces portugaises — nous interrogeons les dirigeants pour savoir quel est le problème essentiel qui les préoccupe.

« *Nous ne demandons pas beaucoup d'aide,* nous est-il répondu, *car nous sommes à même de résoudre un grand nombre de problèmes sur place, comme au temps de la guerre. Tout ce que nous demandons, c'est l'amélioration du système de transports et de communications pour accélérer notre intégration au reste du pays.* »

Dans la province de Niassa, les zones contrôlées par les Portugais dessinaient vers la fin une « peau de léopard » dont la tache la plus vaste commençait à Lichinga et s'étendait tout au long des 70 km de route goudronnée qui relient la capitale régionale à Maniamba. Il était prévu que la piste goudronnée arriverait jusqu'à la base navale de Moubangoula sur le lac Niassa et permettrait la concentration de la population dans les « aldeamentos » qu'on envisageait de créer le long de la route.

Malgré le recours massif à l'armée et aux milices privées pour protéger les travaux de construction, la route goudronnée n'est jamais parvenue au lac Niassa... On l'appelle la « route de la honte ». Nous la parcourons en voiture avec le commissaire politique Chidassicua. Les villages stratégiques se ressemblent dans leur uniforme laideur : Massegre, Malica, Licole, Lipende, Chitula, Matenda... Derrière l'église et le « centre de santé publique » (une salle où l'on ne voyait que rarement un infirmier) les cases s'alignent à perte de vue et s'enfoncent dans la boue. Les paysans déportés et leurs familles vivaient là, entassés les uns sur ►

►

les autres, dans des pièces exiguës, sans terre à cultiver et sous l'espionnage continuel de la P.I.D.E. et de ses agents. Le scénario se répète, monotone, jusqu'à la ville de Maniamba, circonscription agrandie par les « aldeamentos ».

« Os fantasmas »

Moussadji Ismael Abdourrahman est le jeune administrateur de cette localité, nommé par les Portugais peu avant le 25 avril. Il avait su cacher ses sympathies pour le Frelimo ! « *J'avais terminé mes études,* nous raconte-t-il, *et je me demandais si l'heure n'était pas venue d'aller rejoindre le Frelimo à l'extérieur. Mais en même temps le colonialisme, qui pressentait sa défaite, s'efforçait de changer de visage. On était à l'heure de l'action dite « psychosociale ». On pratiquait un certain libéralisme pour essayer de convaincre les gens que le Portugal valait mieux que les « terroristes ». Mais les colonialistes ne pouvaient pas effacer, en quelques mois, des siècles d'exploitation. Tous les programmes concernant l'éducation et la santé échouèrent misérablement, faute d'organisation et de participation de la population.*

— Que se passa-t-il au lendemain du 25 avril dans une zone sous contrôle portugais ?

— *Il y aurait de quoi écrire une comédie,* rétorque en souriant notre interlocuteur. *Les soldats, les policiers et leurs complices changèrent soudainement d'attitude. Beaucoup se sauvèrent, ceux qui restaient faisaient des efforts admirables pour obtenir la confiance des gens. Mais le peuple resta très réservé à l'égard de tout ce monde.* »

Paradoxalement, Maniamba a connu le feu entre le 25 avril et septembre 1974. Suivant le mot d'ordre d'intensification de la guerre, les guérilleros du Frelimo attaquèrent deux fois la caserne et les bureaux de ce « poste avancé » colonial. On voit encore le trou laissé par un obus à l'entrée de la « salle de récréation » d'un corps spécial portugais dont les hommes s'appelaient « Os fantasmas », les fantômes. Cette salle est aujourd'hui une crèche du Frelimo.

La création des structures du parti et l'œuvre de reconstruction sociale et économique dans une zone comme Maniamba se heurtent à de nombreuses difficultés. Ces populations, abandonnées à elles-mêmes pendant des années, restent très méfiantes. Vivant retranchées derrière les « traditions » (seule manière de conserver une identité culturelle), elles ont développé l'individualisme et l'égoïsme afin de survivre malgré un milieu très hostile et se protéger contre des commerçants très rapaces.

« *Avant d'obtenir l'adhésion et la participation des masses dans une zone comme celle-ci,* dit Chidassicua, *il faut montrer concrètement la différence entre l'esclavage et la liberté, l'avantage de la vie et du travail collectifs. Il faut aussi un énorme travail politique. Parfois, on obtient des résultats inattendus. Par exemple, après le passage d'un ensemble « culturel » d'autres provinces, qui a été accueilli à Maniamba avec une très grande curiosité, on a enregistré un véritable bond en avant dans la disponibilité des gens. Ceux-ci ont commencé à découvrir leurs capacités, à prendre confiance en eux.* »

Double réalité

Rentrés à Lichinga, nous parlons avec le commandant Goï Goï de cette double réalité que constituent d'une part les zones « auto-libérées » et d'autre part les zones « qui ont été libérées ». « *C'est indéniable,* reconnaît le commandant, *l'existence de ces deux réalités rend plus aigu le problème numéro un : la consolidation des structures du parti. Dans les zones libérées tout est simple. Les masses ont l'habitude de s'administrer elles-mêmes ; la ligne du parti est appliquée presque sans difficultés. Mais, face aux obstacles auxquels le travail politique se heurte dans les zones libérées après coup, nous ressentons une certaine faiblesse. Une partie des cadres travaillant dans les « groupos dinamizadores » (groupes de dynamisation) — encore à l'étape expérimentale — s'est révélée ne pas être à la hauteur de la tâche. Et pourtant, il faut à tout prix accélérer, soit le processus de fusion des deux réalités, soit la transformation déjà prévue des groupes au sein des comités, structures de base du Frelimo.*

— Après la tension combattive entretenue par la lutte armée dans les zones libérées, n'existe-t-il pas un risque de relâchement de l'atmosphère révolutionnaire ?

— *La guerre,* souligne Goï Goï, *ou plus justement la révolution, continue sous des formes qui sont peut-être encore plus difficiles que la lutte armée. C'est pourquoi la tâche la plus urgente, non seulement ici au Niassa, mais partout dans le pays, est la consolidation du parti. Mais je pense à une consolidation forgée dans la lutte. Les cibles de nos batailles d'aujourd'hui sont les maladies et l'ignorance. Tout comme les batailles contre les colonialistes, elles doivent être conduites par le peuple tout entier.*

Comme dans le passé nous ne disposons pas encore aujourd'hui des moyens adéquats. Et pourtant, nous nous engageons. Comme auparavant, le Frelimo doit être capable de mobiliser les gens, afin que chaque victoire obtenue contre la dégradation humaine — dont les maladies et l'ignorance sont un aspect — soit vécue comme celle de tout le peuple. »

1918 !...

Nous interrogeons Goï Goï à propos du passage d'un récent discours du commissaire politique national Armando Guebuza, parlant de la nécessité de lutter contre le capitalisme et l'exploitation « *qui existent toujours, même si le Mozambique est devenu indépendant* ». Guebuza parlait à Beira, deuxième ville du pays et important centre industriel. Ici, à Lichinga, où il n'y a pas d'industrie et presque pas de plantations — donc de capitalistes agraires — la lutte contre le capitalisme ne nous semble pas devoir être à l'ordre du jour. Le commandant Goï Goï n'est pas d'accord. « *Le capitalisme,* souligne-t-il, *est aussi une manière de penser, un état d'esprit et une pratique de classe. La lutte se situe d'abord au niveau idéologique, auquel tout ennemi — individu ou groupe d'individus — est dangereux, quelles que soient ses forces en termes économiques. La lutte contre le capitalisme se déroule dans tout le pays.* »

Nous avançons en direction de la frontière sud-africaine, jusqu'au-delà du fleuve qui a donné son nom à la capitale du Mozambique libéré : le Maputo.

C'est un samedi, et nous sommes admis à la réunion hebdomadaire du

Des Mozambicains qui allaient travailler en Afrique du Sud : aujourd'hui il n'y a pas assez de bras pour la reconstruction

« grupo dinamizador » de la petite ville de Salamanga. Le siège du parti est l'ancien édifice, abandonné depuis longtemps, du « poste administratif ». Au-dessus de l'entrée, la date de construction : 1918.

Des oubliés ?

Salamanga c'est le symbole du colonialisme le plus classique. Les malheureux qui y naissaient n'avaient le choix qu'entre la condition de semi-esclave dans les grandes plantations (elles étaient ici la chasse gardée du « grand » Champalimaud) ou celle de l'esclavage intégral dans les mines d'Afrique du Sud. Ici, la P.I.D.E. n'avait même pas à s'inquiéter, car on en était encore aux coups de cravache pour rappeler à l'ordre les indigènes. Aujourd'hui, après l'écroulement de ce système, le départ de nombreux colons, les habitants de Salamanga sont comme atteints de vertige devant la liberté retrouvée, à laquelle ils ont peine à croire.

Le secrétaire du « grupo dinamizador », le salarié agricole Vasco Samuel Polana, nous convie à interroger les militants, une cinquantaine de « camarados » des deux sexes et de tous âges qui sont assis par terre. Nous commençons par la comparaison entre la vie passée et le présent.

« *Je n'avais jamais compris la signification du mot paix,* indique Drika Matsolo, une plantureuse femme d'une cinquantaine d'années. *Maintenant je réalise que jusqu'ici j'ai vécu en enfer. J'ai même connu la prison et pourquoi ? Parce que mon pauvre mari n'avait pas de quoi payer je ne sais trop quelle taxe... Maintenant, même si notre vie n'a pas encore beaucoup changé, on « sent » la liberté : personne pour te commander, pour te mettre en taule, pour te battre...* »

Daniel Zikale l'interrompt. « *La comparaison ? Mais la voici. Nous sommes cinquante ici à discuter de nos problèmes sans aucune crainte. Avant, il suffisait d'être réunis à trois pour courir le risque du châtiment. Avant, pour avoir l'illusion d'être heureux il fallait s'enivrer. Maintenant, il n'y a plus d'alcool et pourtant nous sommes tous de bonne humeur.* »

Moises « Jack » Chauke, malgré ses 70 ans, impose sa voix : « *C'est ma houe qui est heureuse. Avant elle ne pouvait travailler que des terres malsaines ou pleines de cailloux. Maintenant, la bonne terre est à nous.* »

Eugenio Muyanga enchaîne : « *Avant, il fallait se cacher dans la brousse pour éviter le travail forcé, vivre comme des bêtes. Maintenant je me promène dans ma ville.* » « *Aujourd'hui,* ajoute Joko Massinga, *on n'a plus à payer tous ces impôts qui nous accablaient.* »

Nous changeons de sujet. Quels sont les besoins les plus urgents de Salamanga ?

« Salazar est mort... »

La première réponse, qui vient d'Albino Manganbela, nous rappelle les mots du président Samora : « *Là-bas le parti est faible. Les gens n'ont pas confiance en leurs possibilités. Ils sont comme des orphelins, ils attendent que le colonialisme soit remplacé par quelque chose d'autre...* »

« *Nous sommes les oubliés du Mozambique,* affirme Manganbela. *Les autres ont des hôpitaux, des ambulances, des écoles. Mais le Frelimo, c'est le gouvernement du peuple et il résoudra nos problèmes. Celui de la santé d'abord.* »

Moseku Canhe ajoute : « *Les commerçants boivent notre sang. Le Frelimo doit ouvrir ici des « magasins du peuple » où nous pourrons acheter des marchandises à bon marché.* »

« *Et les transports ?* interroge Alice Jemu. *Le seul autobus qui existe serait bon pour les bœufs !* »

« *Elle a raison,* déclare Etelvira Smith. *On passe des journées au bord de la route à attendre en vain, car on ne nous informe pas quand le service d'autobus est suspendu. C'est grave pour qui travaille, encore plus grave pour un malade. Le gouvernement doit y penser.* »

La troisième question concerne l'un des problèmes les plus délicats qui se posent au Mozambique indépendant : celui des 150 000 travailleurs qui, selon les accords passés entre le Portugal et l'Afrique du Sud, vont gagner durement leur vie dans les mines des racistes blancs. Le Frelimo peut-il prendre la responsabilité d'enlever à ces 150 000 familles leur seule source de revenu, alors même que le chômage sévit encore dans le pays ?

Voici ce que la population de Salamanga — directement concernée par le problème — pense des Mozambicains qui vont à « Jouanni », c'est ainsi qu'on appelle l'Afrique du Sud (Johannesbourg) : « *Nos frères qui vont à Jouanni sont partis pour éviter le travail forcé, les impôts, les plantations. Qu'on leur donne du travail chez nous et ils reviendront* », déclare Jaime Macuace.

« *Laissons tomber les sentiments,* s'écrie Fida Boise. *Ceux qui sont à Jouanni sont partis parce que l'on gagne davantage en se faisant exploiter là-bas que par les Portugais. Aujourd'hui nous avons besoin d'hommes pour la reconstruction. Il n'y a pas assez de bras pour les terres abandonnées. Nous avons également besoin des connaissances qu'ils ont acquises là-bas pour faire marcher nos mines et nos industries. Ceux de Jouanni font partie de notre patrimoine national. Ce sont des gars spécialisés.* »

L'adieu à Salamanga se termine par une chanson en langue ronga qui dit : « *Nous avions la terre. Les colons l'ont volée.*

Nous avions notre jeunesse. Les colons l'ont volée.

Nous avions des animaux. Les colons les ont volés.

Mais Salazar est mort... »

PIETRO PETRUCCI